

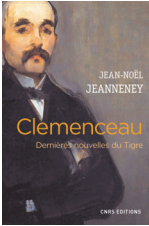
JEAN-NOËL
JEANNENEY

Clemenceau

Dernières nouvelles du Tigre

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Revendiqué désormais par nombre de nos dirigeants politiques, sujet de films et d'expositions à succès, le souvenir de Clemenceau n'a jamais semblé aussi vivant, aussi stimulant. Mais cette large adhésion à sa mémoire ne saurait faire oublier qu'il n'a jamais manqué, en son temps, de susciter, à droite et ailleurs, les critiques les plus vives, les controverses les plus ardentes. C'est l'effet d'un tempérament hors de pair: tout au long de son chemin, le Tigre ne cessa pas de rompre fougueusement avec tous les conformismes et, sans relâche, de faire de sa vie entière un combat.

S'attachant à saisir l'homme au plus près de sa vérité, romanesque et multiforme, Jean-Noël Jeanneney éclaire diverses facettes d'un Clemenceau inattendu, ami de la Grèce, du Japon et de la Chine, protecteur des arts, jacobin autant que décentralisateur, pionnier de l'écologie politique et précurseur de l'État-providence, négociateur plus avisé et réaliste qu'on ne l'a dit, inclassable, insubmersible, impétueux et farouchement indépendant.

Jean-Noël Jeanneney est professeur émérite des Universités à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Il a exercé de nombreuses responsabilités publiques dans le domaine de la culture et des médias. Parmi ses livres les plus récents figurent L'un de nous deux, théâtre (2009), Quand Google défie l'Europe (3^e éd., 2010), L'État blessé (2012), La Grande Guerre si loin, si proche (2013), Jours de guerre, 1914-1918 (2013), L'Histoire, la liberté, l'action (2013).

Clemenceau

Dernieres nouvelles du Tigre

JEAN-NOËL JEANNENEY

Clemenceau

Dernieres nouvelles du Tigre

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Introduction

L'épanouissement d'une postérité

L'anecdote est symbolique : dans l'appartement de Georges Clemenceau, rue Franklin, devenu un précieux musée consacré à sa mémoire, un jour qu'on dépoussiéra le haut d'une grande armoire resté intouché depuis la mort du Tigre, on retrouva à ce sommet un dossier qu'il y avait jeté comme un projectile. Il s'agissait, semble-t-il, de documents concernant l'activité d'Aristide Briand pendant la guerre. Geste rageur ou désinvolte ? On ne peut le dire. Mais sur sa portée, nul doute : une indifférence explicite au regard que la postérité pourrait jeter sur son propre destin.

Clemenceau, l'impétueux, le vaillant, l'insubmersible, fut exempt du narcissisme naturel qui pousse d'ordinaire les grands fauves de la politique à se charger eux-mêmes de raconter leur histoire, à toutes fins utiles (et parfois futiles...). Jusqu'à l'extrême fin de sa vieillesse, il resta tourné vers l'avenir.

Or il se trouve que cette indifférence, désormais, ne lui est plus rendue en retour. On peut dire plus : les derniers temps de notre histoire intellectuelle et civique ne lui ont pas été ingrats et sa haute figure a retrouvé un lustre qui paraissait l'avoir désertée.

La gloire du Père la Victoire fut immense après l'armistice du 11 novembre 1918, et la géographie des innombrables rues, avenues et boulevards qui portent son nom à travers toute la France en a fixé l'évidence. Cependant les deux décennies suivantes contribuèrent à en ternir l'éclat, dès lors que la nouvelle montée des périls paraissait pouvoir être mise à la charge du Traité de Versailles dont il fut l'un des auteurs (pas le seul !). Que cela fût injuste – puisque c'est essentiellement l'usage qui en fut fait par ses successeurs et le retrait imprévu des États-Unis qui doivent être d'abord incriminés, comme je tâcherai de le démontrer ici – n'importe guère quant à l'évolution d'une mémoire : une idée fautive s'enracinant aisément, pour un temps, dans les têtes et dans les manuels.

Entrant dans une retraite altière après son échec à la présidence de la République, à la fin de 1919, Clemenceau n'eut rien de plus pressé que de détruire l'essentiel de ses papiers personnels (ce dont l'historien n'a pas cessé de gémir...). Il ne se refusa pas, quand le chagrin ou la colère l'étreignaient, à fustiger ses successeurs et même à traverser l'Atlantique pour aller, sans mandat officiel, dire aux Américains, ses amis, pourquoi ils devraient traiter différemment la France. S'il écrivit sans relâche, c'est afin de bâtir un livre énorme, lourd de près de mille pages, qu'il intitula *Au Soir de la pensée* et où il ramassa ses réflexions sur l'homme perdu dans l'immensité de l'univers. Quand il se décida finalement à rédiger quelque chose sur son rôle de 1917 à 1919, ce n'est pas un mémorialiste qui s'anima ; c'est le polémiste qui répondit, comme on le verra, avec panache et indignation, à une attaque posthume du Maréchal Foch, qui l'avait blessé. *Grandeurs et misères d'une victoire*, le livre ultime qui en résulta fut mû par cette réaction vitale et parfois brouillonne, nullement par le désir de fixer une interprétation d'ensemble qui lui permît de s'installer en majesté dans l'historiographie à venir – car il n'en avait cure.

Cette indifférence affichée envers la postérité est peut-être, parmi d'autres, l'une des clés pour comprendre l'évolution de son image posthume, de 1929 à nos jours : puisqu'il s'en est si peu soucié. Mais il faut aller chercher plus profond, dans les évolutions des événements et des sensibilités collectives.

Voyez de Gaulle : il avait marqué hautement qu'à ses yeux il était inconcevable que son souvenir fût monopolisé par un groupe, un parti, un clan, si bien que plusieurs familles politiques et spirituelles étaient vouées à l'entretenir avec une fidélité originale. Et sa carrière avait été telle que, selon un mot fameux, tout le monde (ou presque) « avait été, était ou serait gaulliste ».

Pour Clemenceau, une telle formule serait parfaitement inadéquate. Et l'image du Tigre a longtemps souffert de ne pas trouver de tradition politique pour la défendre et la promouvoir *post mortem*.

Tout le camp de « la réaction cléricale », comme on disait en son temps, tous ceux qui, venant de l'idéologie contre-révolutionnaire, ne s'étaient ralliés que récemment et parfois du bout des lèvres à la République héritière de 1789 et surtout de 1793 continuèrent ou recommencèrent, une fois dissipé l'unanimité de la Victoire, à le considérer, lui et son action, avec au mieux de la méfiance, au pis de la hargne. On n'oubliait pas, en profondeur, malgré l'euphorie brève de 1919, que Clemenceau avait porté de rudes coups, au Parlement puis dans la presse, pendant des années, à la fois à la République opportuniste et au libéralisme attaché au marché-roi et soucieux, obsessionnellement, que l'État ne se mêlât pas des équilibres sociaux (la charité, oui, la solidarité, non!) : médecin des pauvres, il n'avait pas cessé de dénoncer le credo d'un monde industriel impitoyable aux faibles et à la classe ouvrière.

Il fallut attendre 2007 pour qu'un président de la République issu du RPR, accédant à lui par le truchement de son

collaborateur Georges Mandel, revendiquât son héritage¹ – à vrai dire fort édulcoré : on entendit un jour son ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, dans une interview au *Monde*, se targuer de suivre un précepte qu'il prêtait au Tigre, « le gouvernement a pour mission de faire que les bons citoyens soient tranquilles et que les mauvais ne le soient pas », ce qui était à peu près le réduire à Joseph Prudhomme.

La démocratie chrétienne, quant à elle, était vouée à se tenir à distance de ce parangon d'une laïcité farouche, quelque tolérante que la sienne se fût montrée, en dépit de toutes les légendes, en doctrine et en pratique – comme on le constatera ici, chemin faisant.

À l'extrême-gauche, que Clemenceau n'ait eu aucune indulgence pour le bolchevisme qui triomphait à l'est, qu'il ait soutenu les armées des Russes blancs, voilà qui était voué à le discréditer dans le champ de l'historiographie communiste, tant que celle-ci vivrait. N'avait-il pas, dans *La Mêlée sociale* notamment, mais en fait tout au long de son chemin, dénoncé dans cette doctrine « un encasernement » insupportable à toute liberté individuelle ?

Il y eut plus grave pour sa place dans une certaine mémoire française : la gauche réformiste, dont il avait été un combattant si fervent, depuis l'amnistie des communards jusqu'à la Séparation de l'Église et de l'État, en passant par sa croisade pour Dreyfus et par sa défense inlassable de tous les délaissés du sort et écrasés de l'industrie, se détacha de lui.

Deux lourds griefs se conjuguèrent pour y contribuer. Sur ces bords on lui faisait reproche d'avoir fait respecter l'ordre républicain par la force lors de plusieurs insurrections ouvrières, au temps de son premier gouvernement, en 1906-1909 : comportement dont les traits se trouvaient accentués par ses joutes oratoires fameuses avec Jaurès, à la Chambre.

1. Cf. la postface à la nouvelle édition de mon *Georges Mandel, l'homme qu'on attendait*, Paris, Le Seuil, 2015.

D'autre part, du côté de la politique étrangère, on était mal à l'aise avec le « Père la Victoire », tandis que flottait en arrière-plan la vague nostalgie d'une paix blanche, en 1917-18, dont on s'imaginait parfois qu'il l'aurait empêchée (oubliant que celle-ci était alors, après tant de souffrances et dans l'état des forces diplomatiques, inconcevable); et surtout on dénonçait le Traité de Versailles comme l'œuvre d'un nationaliste engoncé dans des préjugés d'un autre âge, que devait balayer au plus tôt le pacifisme internationaliste incarné, à partir de 1924, par la politique du Cartel des gauches et d'Aristide Briand.

Pour que la réputation posthume de Clemenceau fût redressée, il fallut donc que plusieurs facteurs se conjuguassent.

La Résistance, pendant le conflit mondial, était vouée à faire référence à sa farouche énergie de 1917-1918 contre les Empires centraux, exempte de toute faiblesse ou compromission. De Gaulle le signifia par deux fois : le 11 novembre 1941, à la Radio de Londres : (« Père la Victoire, le soir du grand Onze-Novembre, quand la foule ivre de joie s'épuisait à vous acclamer, [...] vous avez crié "Vive la France"... Eh bien, vous n'avez pas crié pour rien... ») et le 12 mai 1946, sur la tombe du Colombier, en Vendée (« Président Clemenceau, nous avons promis de venir, la victoire remportée, vous dire merci pour les leçons que vous nous avez données... »). C'est dans cette ligne qu'un porte-avions, qui navigua de 1961 à 1997, fut baptisé le *Clemenceau* – emportant jusqu'à la fin ses pistolets de duelliste, aujourd'hui restitués à son musée...

Dans le climat de la Quatrième République, un certain regain d'intérêt se manifesta envers les positions anticolonialistes du Tigre, telles qu'exprimées avec une force spécifique dans ses débats fameux avec Jules Ferry – leur substance et leur portée sont rappelées ici – mais cela ne suffit pas encore à lui restituer sa place. Il fallut attendre, en somme, la chute du mur de Berlin et l'effondrement des

régimes qui osaient s'intituler démocraties populaires à l'Est, remisant au cimetière des idées mortes l'illusion d'un possible nirvana communiste, pour que fût rendu au réformisme – brillant au moins dans l'ordre « sociétal » – et aux hommes d'État de la Troisième République, les Gambetta, les Jules Ferry, les Waldeck-Rousseau, les Léon Bourgeois, un lustre longtemps terni par les faux prestiges d'une révolution marxiste. Eux, sans croire que pussent s'accomplir, comme par miracle et à jamais, une démocratie absolue et une égalité sociale parfaite, se sont battus, non sans faiblesses et trébuchements, mais avec détermination, pour que fussent dissipés les obscurantismes et allégées les multiples douleurs nées de la seconde Révolution industrielle.

De cet intérêt renouvelé, la mémoire de Clemenceau était destinée, parmi d'autres, à profiter. Car cette conjoncture nouvelle, et la fin des manichéismes sommaires ont permis que fussent peu à peu corrigées les rancunes qui plombaient Clemenceau à gauche et occultaient de la façon la plus injuste possible les magnifiques combats dont *La Mêlée sociale* et *Le Grand Pan* continuent, après plus d'un siècle, de porter la flamme.

Restait vivant le reproche, central, de la brutalité policière. À l'Université, quand j'y abordai, au début des années soixante, les nouvelles générations d'étudiants, ceux en tout cas qui ne dépassaient pas la couverture des ouvrages, furent marqués par le titre d'un petit livre à succès de Jacques Julliard, publié en 1965, dans la collection « archives » de Pierre Nora, *Clemenceau briseur de grèves*. L'auteur m'a dit parfois qu'il regrettait parfois ce titre racoleur. Il s'est bien fait pardonner depuis, dans le cours de son grand travail consacré aux gauches françaises : le parallèle qu'il y dresse avec Jaurès permet un bon retour d'équilibre².

2. Jacques Julliard, *Les Gauches françaises, 1762-2012, Histoire, politique et imaginaire*, Paris Flammarion, 2012, p. 475-490.

On a eu grand tort d'imaginer que Clemenceau ait brusquement évolué dans son attitude envers le monde ouvrier qu'il avait tant aimé et défendu – y compris, comme on verra, d'un point de vue sanitaire, à propos de la céruse, en un temps où les syndicats se souciaient surtout des salaires et de la durée du travail. On s'est égaré tout à fait en voulant en faire un maniaque de la répression.

Un article récemment exhumé en témoigne d'une manière dont on n'a pas assez pris conscience jusqu'à présent. Il fut donné à *la Dépêche* le 20 septembre 1905, à la suite de la mort d'un ouvrier de Longwy sous la lance d'un dragon, quelques mois à peine avant que son auteur n'accédât au ministère de l'Intérieur³.

Celui-ci sait bien que « la grève constitue un phénomène social particulièrement propre à l'éclosion des violences ». Le défi est toujours, pour l'État, d'en prémunir la société sans jamais brider les forces du progrès social contre les égoïsmes de la bourgeoisie en place.

Un principe doit être central – selon une doctrine exprimée jadis par Gambetta : il faut éviter toujours l'intervention de la troupe au début d'une grève, « pratique dont les inconvénients ne sont compensés par aucun avantage ». En effet « la méthode préventive est celle de tous ceux qui redoutent l'exercice de la liberté. » Avec cette remarque qui n'est pas sans quelque actualité, pour nous qui avons tant entendu parler, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, de détention préventive : « Si l'on prenait l'habitude d'arrêter tous ceux que l'on soupçonne de méditer quelque violence, il se pourrait qu'on évite ainsi quelques actes regrettables. Mais il n'y aurait point de liberté individuelle pour les honnêtes gens. » Dès lors, envoyer les forces de l'ordre au

3. Georges Clemenceau, *L'Intégrale des articles de 1894 à 1906 publiés dans la « Dépêche »*, Toulouse, Privat-La Dépêche, 2014, p. 733-734.

début des grèves ne constitue qu'une provocation injustifiée conduisant les foules précisément aux actes qu'il s'agit d'éviter. « Comment, pour le seul fait de l'exercice d'un droit légal, pourrait-on encourir la menace terrifiante d'une répression sommaire ? »

Cela étant dit, Clemenceau n'esquive pas la question des piquets de grève, celle de l'obligation faite, éventuellement par la violence, à des non-grévistes mus par le seul souci de ne pas affamer leurs enfants, « qui jouent le pain de leur famille sur un oui, sur un non », de se joindre au mouvement. Il écrit sans ambages que « sa sympathie ne va pas du côté de ceux qui désertent la cause de leurs compagnons de labeur ». Mais dans ce « dialogue dramatique », où se livre « le terrible combat de l'intérêt de tous contre l'intérêt d'un seul », la pente « est effroyablement glissante de la thèse doctrinale en faveur de la grève à l'acte de coercition qui viennent appuyer les arguments dont la puissance de persuasion se trouve insuffisante ».

Il juge que cette persuasion, conjuguée avec les secours matériels des syndicats aux grévistes, devrait suffire et que c'est seulement en cas d'échauffourées sanglantes entre prolétaires que police et gendarmerie seraient légitimées à intervenir – comme aussi, bien sûr, dans le cas d'insurrection aboutissant à des violences sur les biens et les personnes : car celles-ci sont toujours douloureuses d'abord pour les plus faibles. Et de déplorer qu'un socialiste étant au gouvernement – Alexandre Millerand, ministre du Commerce – on ait fait donner préventivement la troupe, en février 1900, lors des grèves des coupeurs de canne de la Ville du François, à la Martinique, provoquant une dizaine de morts et semblablement à Chalon-sur-Seine, au début de juin, où la police tua trois ouvriers métallurgistes.

Qu'y a-t-il là qui justifie qu'on ait figé Clemenceau comme « briseur de grève » ? Dans cet écrit s'annonce l'attitude qu'il adopta, la doctrine qu'il suivit lorsqu'il fut au pouvoir,

comme ministre de l'Intérieur puis comme président du Conseil, entre 1906 et 1909, devant les grandes grèves des « gueules noires » du Nord et du Pas-de-Calais, qui protestaient, après le millier de morts de la catastrophe de Courrières, contre les dangers de la mine et leur trop rude condition. Voie très étroite, pour tout gouvernement de gauche, entre la protection des protestations sociales et la défense de l'ordre public contre une insurrection.

Le 17 mars 1906, quelques jours à peine après son arrivée place Beauvau, sourd aux appels à la répression immédiate furieusement lancés par la droite, il se rendit seul à Lens, à la grande inquiétude du préfet, sans escorte, sans garde du corps, tranquillement courageux, pour dire aux ouvriers que si la grève sans limite de temps constituait un droit absolu dans la République française, la loi devait être respectée par tous et qu'il veillerait rigoureusement à défendre l'un et l'autre.

Il rappela devant les députés la doctrine de Gambetta à laquelle il était resté fidèle : « Lorsque les troupes arrivent dès la déclaration de grève, c'est le patron d'abord qui se sent soutenu » et observa que « l'impartialité du gouvernement se trouverait ainsi compromise aux yeux des ouvriers. » C'est seulement ensuite, le mouvement tournant à l'émeute et un lieutenant ayant été lapidé, « mort sabre au fourreau », précisa Clemenceau à la tribune de la Chambre, qu'il se résolut à la répression, qu'il éprouva comme un devoir, notamment en 1908, à Draveil et Villeneuve-Saint-Georges.

Ainsi put-il dire à Jean Jaurès : « Je vous le demande, à vous qui me reprochez d'avoir sévi contre la classe ouvrière, vous, monsieur Jaurès, vous êtes ministre de l'Intérieur – un malheur est si vite arrivé ! – (*On rit*), est-ce que vous laisseriez des grévistes piller et saccager la maison des ouvriers dont le seul crime est de travailler ? » Le lecteur d'aujourd'hui évoquera peut-être un ministre socialiste ultérieur, nommé Jules Moch, réprimant, avec la vigueur que l'on sait et apparemment sans état d'âme, les grèves insurrectionnelles de 1948.

Au surplus, dans le même temps, et après avoir répondu à l'urgence du court terme, Clemenceau se hâta de tirer la conclusion, devant la Chambre, en face d'une droite mobilisée pour la seule défense de l'ordre en place, que « l'heure d'une justice sociale plus grande [était] venue ». En créant le ministère du Travail confié à René Viviani, (il en avait déjà suggéré l'idée dans un article de *La Dépêche* du 23 novembre 1894), en faisant voter le repos hebdomadaire obligatoire d'une journée, il en ouvrit la voie. Et il refusa à l'opposition conservatrice et à une partie de sa majorité qui craignait les inquiétudes des électeurs de province, la dissolution d'une CGT dont la brutalité inquiétait : c'eût été pénaliser, expliqua-t-il, et stériliser les militants sincèrement réformistes et refusant les sabotages. Ce qui lui valut le salut de cette haute autorité morale qu'était Ferdinand Buisson honorant « l'acte de politique générale qui, à l'heure critique, avait préservé la majorité d'une défaillance et la forçait à rester fidèle, coûte que coûte, à la vieille politique de démocratie sociale ». Il me semble que notre gauche peut trouver encore ici, dans une conjoncture toute autre, des inspirations vivantes.

Il reste cependant, pour la mémoire de Clemenceau, un obstacle ultime à surmonter : le reproche d'avoir gâché la Victoire, à Versailles. On trouvera dans cet ouvrage, à propos de *Grandeurs et misères d'une victoire*, les pièces du dossier.

On l'accuse souvent d'avoir démantelé l'Empire austro-hongrois, facteur de stabilité en Europe centrale, et parfois salué comme une quasi-prémonition d'une Europe fédérée, de nos jours. Mais imagine-t-on un instant que le Tigre ait pu résister au principe de l'autodétermination des peuples, fils de notre Grande Révolution, porté par le printemps de 1848, écrasé après lui, principe à présent défendu par Wilson, président des États-Unis ? Et laisser Autrichiens et Hongrois dominer les autres avec tant de violence latente ? Cela n'était concevable ni moralement, ni politiquement.

Un autre grief concerne le traitement trop dur que Clemenceau aurait imposé à l'Allemagne. Qu'il s'en méfiât intensément, certes, et sa génération avait quelques raisons pour cela. Mais la majorité de la gauche qui estima ensuite, avec une générosité digne d'un meilleur sort, qu'on pouvait jouer la réconciliation dans le cadre de la Société des Nations, qui fit reproche au Tigre de n'y avoir pas cru et qui du coup le raya de la liste de ses références et de ses admirations, n'a pas pris en compte une donnée capitale : c'est Clemenceau qui a joué un rôle décisif pour résister à ceux qui réclamaient haut et fort – tels Poincaré et Foch, précisément – que l'on détachât la rive gauche du Rhin de l'Allemagne pour en faire un protectorat français, au risque de créer une Alsace-Lorraine à l'envers, gage assuré d'affrontements futurs.

Or, voici qu'après un siècle, ou presque, émerge une vérité. La manière dont la France gâcha les chances d'installer une paix durable ne fut pas, pour l'essentiel, l'effet de Versailles. Elle tint, pour ce qui dépendit d'elle, aux contradictions d'une politique étrangère qui, dans les années 20, ne sut pas choisir entre la coercition et la confiance, zigzaguant de l'une à l'autre, incarnée d'un côté par l'occupation de la Ruhr voulue par Poincaré et de l'autre par la main tendue à la République de Weimar à l'initiative de Briand. Ainsi avons-nous perdu, hélas, sur les deux tableaux.

Clemenceau est-il donc en passe d'être retrouvé par la gauche, à qui il ne fit jamais défaut, pour l'essentiel ?

Lionel Jospin m'a fait cadeau, voici quelques années, d'une lettre manuscrite inédite du Tigre qu'un de ses amis lui avait donnée, afin que j'en enrichisse une nouvelle édition de la *Correspondance* que je venais d'éditer avec Sylvie Brodziak. Avec un sourire, il me dit à peu près : « Pour moi, Jaurès, oui, Clemenceau, non... »

Comment ne prendrais-je pas pour un fait hautement symbolique que, quelques années plus tard, un autre premier ministre socialiste, Manuel Valls, ait proclamé tout au contraire son

admiration pour Clemenceau, qui fut son prédécesseur à la fois au ministère de l'Intérieur et à la tête du gouvernement, qu'il en ait installé le portrait dans son bureau, qu'il soit devenu un excellent connaisseur de sa biographie, de son caractère, de son œuvre, qu'il ait souhaité que nous l'accueillions, le 11 novembre 2004, dans l'appartement du Tigre, rue Franklin, qu'enfin il ait témoigné de ses sentiments en public, quelques semaines plus tôt, de la meilleure façon possible : dans le cadre des prestigieux Rendez-vous de l'Histoire de Blois, Jean Garrigues – « clemenciste » avisé – et moi-même nous débattîmes avec lui, plus d'une heure durant, devant six cents auditeurs rassemblés dans la Halle aux grains, de la personnalité de ce grand homme et de ce qu'il pouvait avoir encore à nous dire aujourd'hui. Pas une mouche ne volait.

* *
*

Tel est le climat dans lequel j'ai voulu rassembler, mis à jour, divers écrits dont la publication s'est étendue sur une vingtaine d'années : en complément d'un portrait de cet homme libre que j'ai publié naguère⁴. D'autres, nombreux, ont travaillé dans la même direction.

Tout à la fois portées par ce regain d'intérêt et contribuant à l'accentuer, les initiatives de la Société des amis de Clemenceau, présidée par André Wormser puis par son frère Marcel (leur père avait été un proche collaborateur du Tigre pendant la Grande guerre), coalisant des curiosités nouvelles, ont mis la main à des colloques scientifiques⁵ qui

4. Jean-Noël Jeanneney, *Clemenceau, portrait d'un homme libre*, Paris, Mengès, 2005, nouvelle édition, 2014.

5. Sylvie Brodziak et Michel Drouin (éd.), *Georges Clemenceau et le monde anglo-saxon*, Actes du colloque de novembre 2005, La Mothe-Achard, Geste éditions, 2005, et Sylvie Brodziak et Caroline Fontaine (éd.), *Clemenceau et la Grande Guerre, 1906-1929*, La Mothe-Achard, Geste éditions, 2010, Actes du colloque de novembre 2009.

créèrent des vocations nouvelles et donnèrent à des sympathies diverses l'occasion de se manifester : je fus frappé, lors de l'un d'entre eux, par l'intérêt et la compétence qu'y montrèrent, par exemple, à la fois Jean-Pierre Chevènement et Philippe Séguin.

Le musée consacré à Clemenceau, rue Franklin, à Paris, donnant à voir son appartement tel qu'au jour de sa mort et offrant une précieuse galerie documentaire, a été rénové et a vu le nombre de ses visiteurs augmenter grandement ces dernières années (j'ai accepté, en 2015, de devenir le président de la Fondation qui le soutient). La maison vendéenne de Bel-Ebat, confié au Centre des monuments historiques, connaît aussi un succès grandissant.

Dans le même mouvement, autre signe des temps, se sont multipliés, depuis une dizaine d'années, les documentaires consacrés à sa figure. Stéphane Bern a donné sur France 2 une évocation qui visait – et a touché – un large public. Jérôme Diamant-Berger a eu la bonne idée de construire un film contemporain, appuyé sur le grand talent de Michel Bouquet, admirable lecteur des textes du Tigre et qu'il a construit autour de celui, muet, que son grand-père Henri avait tourné en 1928 à Bel-Ebat : un joyau resté longtemps inconnu. France Culture n'a pas été en reste, lui consacrant plusieurs émissions de bonne facture.

De nouvelles études et biographies ont pris la suite des pionniers que furent jadis, à grand mérite, David Watson, Jean-Baptiste Duroselle (son *opus magnum* demeure une mine d'informations qui est sans prix), Pierre Guiral, Gregor Dallas et Jean-Jacques Becker (toujours très présent)⁶. Sont

6. David Robin Watson, *Georges Clemenceau : a political biography*, Plymouth, Eyre Methuen, 1974 ; Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988 ; Pierre Guiral, *Clemenceau en son temps*, Paris, Grasset, 1994 ; Gregor Dallas, *At the Heart of a Tiger : Clemenceau and his World, 1841-1928*, Londres, Macmillan, 1993 ; Jean-Jacques Becker,

entrés dans la carrière, notamment, selon des « angles » divers : Sylvie Brodziak, Jean Garrigues, Samuel Tomei, ou encore Michel Winock, dont l'ouvrage a mérité un succès particulier⁷.

Un ressort d'abord moins apparent a joué aussi au service de l'intérêt vif que Clemenceau suscite désormais. L'exposition organisée au musée Guimet, en 2014, sous la direction d'Aurélien Samuel et Matthieu Séguéla et intitulée « Clemenceau : le Tigre et l'Asie », a constitué un événement important, car il se situe dans la ligne d'une redécouverte, grâce à des recherches nouvelles qui se sont attachées, depuis une génération au moins, à conférer à Clemenceau une dimension « culturelle » qui fut longtemps dissimulée par la sécheresse des manuels et des spécialisations excessives⁸.

Certes, comme élu municipal, comme parlementaire, comme journaliste, comme ministre de l'Intérieur, comme chef du gouvernement et jusque dans les interventions de sa studieuse retraite, il ne cessa pas de porter un intérêt passionné à la politique, au centre de sa vie, – nous en verrons bien des signes – et d'y garder la figure d'un acteur de premier plan, depuis le temps de la Commune de Paris

Clemenceau l'intraitable, Paris, Liana Levi, 1998. Tous font fond sur le livre important d'un témoin majeur, Georges Wormser, *La République de Clemenceau*, Paris, PUF, 1961, à compléter par *Clemenceau vu de près*, Paris, Hachette-littérature, 1979.

7. Michel Winock, *Clemenceau*, Paris, Perrin, 2007 ; Sylvie Brodziak, *Clemenceau, l'irréductible républicain*, Paris, Garnier, 2011 ; *Clemenceau, la liberté à tout prix, anthologie*, coll. « Les Rebelles », Paris, Société éditrice du *Monde*, 2012 ; *Clemenceau*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2015 ; Jean-Jacques Becker, *Clemenceau chef de guerre*, Paris, Armand Colin, 2012 ; Jean Garrigues, *Le Monde selon Clemenceau*, Paris, Tallandier, 2014 ; Samuel Tomei, *Clemenceau au front*, Paris, Pierre de Taillac-ministère de la Défense, 2015

8. *Clemenceau, le Tigre et l'Asie*, Musée Guimet, Paris, Snoeck, 2014 (sous la co-présidence de Koïchiro Matsuura, ancien directeur général de l'UNESCO, et de moi-même).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction – L'épanouissement d'une postérité.....	7
Chapitre premier : La politique coloniale :	
contre Jules Ferry	25
Chapitre 2 : Le Parlement, brocardé, honoré.....	35
Chapitre 3 : À gauche, toute : <i>La Mêlée sociale</i>	51
Chapitre 4 : <i>Le Grand Pan</i> ou les courages de la raison	61
Chapitre 5 : Le journalisme, une passion.....	97
Chapitre 6 : Contre la céruse : écologiste déjà.....	105
Chapitre 7 : La Grèce, félicité sans fond.....	119
Chapitre 8 : En Argentine, un paladin du droit d'auteur	139
Chapitre 9 : Les présidents et la messe.....	145
Chapitre 10 : Figures aimées, figures hostiles.....	151
Chapitre 11 : Versailles, traité calomnié.....	169
Repères biographiques.....	195
Sources	209
Index des noms cités	213

Retrouvez tous les ouvrages
de CNRS Éditions
sur notre site

www.cnrseditions.fr